

Crise financière européenne... Le peuple grec paye la note et... les places boursières s'envolent !

La crise grecque n'est aujourd'hui malheureusement qu'une nouvelle étape dans la tourmente financière que nous traversons depuis deux ans.

Les gouvernements et banques centrales ont beau s'offusquer, menacer, force est de constater que nous allons de crise en crise sans que de réelles solutions soient trouvées.

En effet, le remède est toujours le même, sous couvert de risque systémique, les états et gouvernements débloquent en urgence des milliards d'euros d'aides.

Et c'est toujours la même rengaine : «plus jamais ça», «il faut que ça change», «nous ne laisserons pas les marchés et les spéculateurs mettre en péril des économies entières».

De bien belles paroles !

Mais dans les actes c'est beaucoup plus timide !

Depuis deux ans, nous naviguons de crise en crise et de déblocage d'aide d'urgence en déblocage d'urgence (encore 750 milliards le week-end dernier) sans que l'on aperçoive le bout du tunnel.

Jusqu'où ira le jeu de dominos de cette crise financière ?

A qui le tour après la Grèce ?

- ⇒ L'Espagne ?
- ⇒ L'Irlande ?
- ⇒ Le Portugal ?
- ⇒ L'Italie ?

Car non contents de s'être enrichis en prenant pour cible la Grèce, les spéculateurs pourraient s'en prendre à d'autres pays très endettés...

Il est scandaleux que certains profitent des difficultés de certains pays pour les «enfoncer» plus encore en leur imposant des taux d'intérêt allant jusqu'à plus de 18% sur 2 ans !

Eh oui le problème est là !

**Le 10 mai...
Les états et banques centrales
mettent la main à la poche
(jusqu'à 750 milliards d'euros)...**

**Les places boursières
s'enflamment !**

- CAC 40 + 9,66%
- Francfort + 5,3%
- Madrid + 14,43%
- Milan + 11,28%

**CQFD, c'est honteux on nationalise
les pertes et privatise les profits...**

L'action ne doit pas se résumer en aides chiffrées en milliards d'euros. Ce qui devient impérieux c'est une réforme de fond des marchés financiers, de nouvelles règles, de nouvelles lois.

Mais là, oh surprise, les gouvernements et banques centrales sont moins rapides que pour sortir leur chéquier !

A croire que les spéculateurs de tous horizons font peur pour que l'on n'ose pas mettre fin à leurs agissements. Ne serait-ce pas plutôt des amis que l'on ne veut pas mettre en cause ?

A vous d'en juger...

L'Union Européenne qui est, d'une part incapable d'imposer de nouvelles règles et de nouvelles lois, est capable par contre d'exiger dans le même temps des mesures de restrictions drastiques au peuple grec !

- **Baisse du salaire des fonctionnaires.**
- **Baisse des retraites.**
- **Augmentation de la TVA et des taxes.**

Une fois de plus ce sont les citoyens et salariés qui vont payer la note et non les responsables : ceux qui ont gagné des milliards d'euros en spéculant !

C'est profondément choquant mais cela a un nom :

Le libéralisme économique !

Pour FO Banques, il faut arrêter les effets d'annonce, les mesures poudre aux yeux et mener des réformes de fond, arrêter de nationaliser les pertes et privatiser les bénéfices.

Ne nous y trompons pas, en France aussi le gouvernement commence à nous parler de mesures ou de plan d'austérité.

Malheureusement la «jurisprudence grecque» va s'imposer à nous au vu des propos de Mr Fillon.

Encore plus de taxes et d'impôts pour les citoyens, moins de retraites, moins de fonctionnaires...

Il est important d'exiger des changements, de refuser ces solutions simplistes qui font peser les réformes sur les citoyens et non sur ceux qui s'enrichissent et sont responsables de la crise.

Les inégalités n'ont jamais été aussi fortes en France.

Quand certains voient leurs fortunes continuer à augmenter, d'autres sombrent dans la précarité.

Eh oui, si la spéculation permet à certains de s'enrichir dans «une économie virtuelle» ; combien d'autres, dans «l'économie réelle» voient eux leurs conditions de travail se dégrader, leurs salaires stagner ou, pire encore, perdent leur emploi.

Il est important de porter un coup d'arrêt à des réformes qui sont menées avec uniquement avec pour seul objectif : l'enrichissement d'une minorité au détriment d'une majorité.

Le 15 juin fera partie de ces coups d'arrêt à mener.

FO vous invite à vous mobiliser pour une journée de grève et manifestation afin de dire non à une réforme des retraites qui n'aurait que pour objectif de travailler plus longtemps, cotiser plus et tout cela sans aucune garantie de pouvoir un jour bénéficier d'une retraite digne de ce nom.

Pour FO le 15 juin sera l'occasion de revendiquer :

- Le maintien de la possibilité de départ à 60 ans.
- Le maintien les 40 annuités et pas une de plus !
- Des négociations sur le niveau de cotisation et une garantie de niveau de pension.
- Une réelle négociation sur des nouveaux financements des retraites : taxes sur les capitaux et la spéculation, taxation de l'intéressement et de la participation, fin du bouclier fiscal, taxation des bénéfices de certaines grandes entreprises qui engrangent des milliards.

Les solutions sont nombreuses.

Refusons le débat simpliste dans lequel souhaite nous enfermer le gouvernement :

Cette fameuse démagogie du «vivre plus donc travailler plus» !

Cela ressemble étrangement au «travailler plus pour gagner plus» !

On en a vu les effets... : rien pour vous et tout pour les plus riches.

Le 15 juin il est donc important de vous mobiliser pour exiger que l'on arrête la démagogie et que l'on prenne enfin les bonnes mesures pour plus d'équité dans notre société.

Sébastien BUSIRIS

Le 15 juin nous comptons sur VOUS pour être avec NOUS.